



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACTE D'ENGAGEMENT

ATTRI1

Numéro de consultation : DRAAF-2025-002

**Mesurage des gaz résiduels présents dans les conte-
neurs maritimes et les remorques
avant leur ouverture
pour contrôle sanitaire ou phytosanitaire
aux postes de contrôle frontaliers (PCF) de Mar-
seille-Port et de Marseille-Fos
par le Service d'inspection vétérinaire et phytosani-
taire aux frontières (SIVEP)**

A - Objet de l'acte d'engagement

● **Objet du marché public :**

Le présent marché a pour objet le mesurage des gaz résiduels présents dans les conteneurs maritimes et les remorques avant leur ouverture pour contrôle sanitaire ou phytosanitaire aux postes de contrôle frontaliers (PCF) de Marseille-Port et de Marseille-Fos par le Service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire aux frontières (SIVEP).

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) définit les modalités de mise en œuvre de ce mesurage systématique.

● **Cet acte d'engagement correspond :**
(Cocher les cases correspondantes)

à l'ensemble du marché public (en cas de non allotissement) ;

B - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

(Cocher les cases correspondantes)

Le signataire :

se présentant seul

est un groupement conjoint avec mandataire solidaire **dont le mandataire est :**

.....

est un groupement conjoint avec mandataire non solidaire **dont le mandataire est :**

.....

est un groupement solidaire **dont le mandataire est :**

est un groupement solidaire avec prestations individualisées **dont le mandataire est :**

.....

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse de l'établissement	
Adresse électronique	
Téléphone	
Numéro SIRET	
Catégorie d'entreprise *	Microentreprise * PME (Petite et Moyenne Entreprise) * ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) * GE (Grande Entreprise) * Autre (à préciser) : (SCOP, Artisan, Profession libérale, auto entrepreneur, EA, ESAT...)

En cas de groupement, le tableau ci-dessus sera dupliqué pour chacun des co-contractants et sera inséré autant de fois que nécessaire après celui-ci.

* Article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique

La catégorie des microentreprises est constituée des entreprises qui :

- d'une part occupent moins de 10 personnes ;
- d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros.

La catégorie des petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui :

1. d'une part occupent moins de 250 personnes ;

2. d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros.
3. et dont le capital n'est pas détenu à plus de 50% par une ETI ou une GE (précision apportée sur la base de la définition utilisée par l'INSEE et le Service des achats de l'État)

La catégorie des entreprises de taille intermédiaire (ETI) est constituée des entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des petites et moyennes entreprises, et qui :

- d'une part occupent moins de 5 000 personnes ;
- d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1 500 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 000 millions d'euros.

La catégorie des grandes entreprises (GE) est constituée des entreprises qui ne sont pas classées dans les catégories précédentes.

● Engagement du titulaire :

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public mentionnées au CCAP, et conformément à leurs clauses et stipulations,

Le signataire s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

Le signataire engage la société sur la base de son offre ;

L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document.

B2 – Répartition des prestations en cas de groupement conjoint

Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

B3 - Compte (s) à créditer

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal)

Titulaire du compte	
Nom de l'établissement bancaire	
Code banque/ Code guichet/ Numéro de compte/ Clé RIB	

En cas de groupement conjoint, le tableau ci-dessus sera dupliqué pour chacun des co-contractants et sera inséré autant de fois que nécessaire après celui-ci sauf en cas de paiement sur un compte unique.

B4 - Avance ([article R. 2191-3](#) ou [article R. 2391-1](#) du code de la commande publique)

Je souhaite bénéficier de l'avance : Non Oui
(Cocher la case correspondante)

B5 - Durée d'exécution du marché public

La durée d'exécution du marché public est de 12 mois fermes à compter de :
(Cocher la case correspondante)

X la date de notification du marché public ;

la date de notification de l'ordre de service ;

la date de début d'exécution prévue par le marché public lorsqu'elle est postérieure à la date de notification.

Le marché public est reconductible : Non **X Oui**
(Cocher la case correspondante)

Si oui, préciser :

- Nombre des reconductions : 3
- Durée des reconductions : 12 mois

B6 - Détermination du mois d'établissement des prix du marché public :

(Cocher les cases correspondantes)

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0, correspondant :

au mois de la date de remise de l'offre initiale par le titulaire : octobre 2025

C - Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

C1 – Signature du marché public par le titulaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature électronique

(*) Le signataire doit fournir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

C2 – Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

(Cocher la ou les cases correspondantes)

pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)

pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)

ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

(hors cas des marchés de défense ou de sécurité dans lequel ces documents ont déjà été fournis).

Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

(Cocher la case correspondante)

donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit fournir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

D - Identification et signature de l'acheteur.

- Désignation de l'acheteur

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt Provence-Alpes-Côte d'Azur

- Nom, prénom, qualité du signataire du marché public

XXXX

- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner ces renseignements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Département comptable ministériel

78, rue de Varenne - 75349 Paris 07 SP

Téléphone : 01 49 55 80 27

- Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire

xxxxxxx

- Imputation budgétaire

La dépense du marché est imputée sur le budget de l'État.

Signature électronique
(représentant de l'acheteur habilité à signer le marché public)